

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MARS 1921.

Projet de loi approuvant le Traité de Paix conclu à Trianon, le 4 juin 1920, entre les Puissances alliées et associées, d'une part, et la Hongrie, d'autre part ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE SPÉCIALE ⁽²⁾,

PAR M. PIÉRARD.

MESSIEURS,

I. — Avant-propos.

Le Traité de Paix, conclu le 4 juin 1920 et qui met fin à l'état de guerre existant entre les Puissances alliées et associées, d'une part, et la Hongrie, d'autre part, porte la signature de deux Belges : MM. Jules Van den Heuvel et Rolin Jacquemyns. Pour la Hongrie, ont signé : MM. Gaston de Bénard, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, et Alfred Drasche-Lázár de Thorda, Ministre plénipotentiaire. Ces deux délégués du gouvernement de Budapest avaient été précédés à Trianon par le chef de l'ancienne opposition hongroise, le comte Albert Apponyi. Ce Traité ne comporte pas moins de 364 articles, 185 grandes pages de texte. Lecture aride mais utile au plus haut degré pour qui s'attache à l'étude du problème des nationalités dans l'Europe centrale.

(1) Projet de loi, n° 16.

(2) La Section centrale spéciale était composée : a) de la Commission permanente des Affaires étrangères : MM. BRUNET, président, BOUCHERY, BRANQUART, BUISSET, DE SELYS LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPINTER, FISCHER, HELLEPUTTE, HUBIN, HUYSMANS, HYMANS, PIÉRARD, RAEMDONCK, RENKIN, ROYERS, SEGERS, STANDAERT, TROCLET, UYTROEVER, VERACHTERT, WINANDY et WOESTE;

b) de six membres nommés par les Sections : MM. TIBBAUT, ERNEST, VERACHTERT, RAMAËKERS, VAN LIMBURG STIRUM et PIÉRARD.

Il faut lire attentivement les traités de Versailles, Trianon, Saint-Germain ou Sévres pour se rendre compte de la multiplicité, de l'extraordinaire complexité des questions que les plénipotentiaires avaient à résoudre à la Conférence de la Paix, au lendemain d'une guerre qui, comme les grands cataclysmes géologiques, a bouleversé l'Europe et le monde jusque dans le tréfonds.

Devant le labeur considérable accompli dans les Conférences qui se sont succédé depuis l'armistice et celles qui, maintenant encore, essaient de tirer des accords signés le plus grand rendement compatible avec le maintien indispensable de la paix, on ne peut que faire sienne cette simple parole que le comte Sforza, interviewé, jetait aux journalistes, pendant la dernière Conférence de Paris : « Paix aux hommes de bonne volonté ! »

II. — Le démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Le Traité de Trianon, avec celui de Saint-Germain-en-Laye, consacre le démembrement de l'ancien empire austro-hongrois. Nous nous trouvons aujourd'hui devant une situation de fait. Il ne nous paraît pas utile d'engager une discussion d'un intérêt rétrospectif et purement académique.

Le Traité de Trianon consacre aujourd'hui la réunion des Slovaques aux Tchèques et Moraves et la *libre adhésion* à la jeune république de Prague — dont l'essor rachète des siècles de honte et de douleur — de 500,000 Ruthènes jouissant de la plus large autonomie et séparés par la chaîne des Carpathes, des Ruthènes de la Galicie orientale dont le statut n'est pas encore fixé. Il reconnaît l'achèvement du « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » et la réunion de la Transylvanie à la Roumanie. La Hongrie renonce enfin à tous droits et titres sur Fiume et les territoires adjacents dont le sort vient enfin d'être réglé à Rapallo.

Ainsi prend fin la longue oppression de nombreux peuples par des minorités établies à Vienne et Budapest, oppression consacrée, renforcée en 1867 par l'instauration du système *dualiste*, dont les Magyars s'accommodèrent trop aisément, ayant oublié leur libéralisme de 1848, l'enthousiasme d'un Kossuth et d'un Batthyani, le sursaut généreux d'une révolution que le jeune François-Joseph, à peine monté sur le trône, étouffa dans le sang avec l'aide des cosaques du tsar de Russie.

D'après une statistique qui vient d'être publiée, 35,000 Tchèques ont été en Autriche, durant la guerre, internés ou emprisonnés; 25,800 ouvriers ont été affectés aux travaux forcés en Westphalie, en Serbie, en Belgique, en Roumanie, en Asie Mineure, etc. 1,500 Tchéco-Slovaques ont été exécutés sur sentence des tribunaux militaires ou sans procédure judiciaire. 72 journaux ont été supprimés.

La proclamation de l'armistice a rendu 18,000 personnes à la liberté.

III. — Recoudre.

On a taillé, il faut recoudre. Ceux qui se réjouissent le plus de l'écartèlement de l'aigle bicéphale, n'en comprennent pas moins la nécessité d'assurer par de

bons arrangements économiques la *viabilité* des différents États sortis du démembrement de l'Empire. Le triste spectacle qu'offre depuis l'armistice l'Autriche allemande le confirme surtout dans cette opinion. Plusieurs clauses du Traité de Trianon prévoient d'ailleurs des arrangements économiques comme ceux dont nous parlons : qu'on se reporte, par exemple, à l'article 207 (relatif au charbon), à l'article 208, à l'article 294 (accès à l'Adriatique), à l'article 273 (internationalisation du Danube).

Une Conférence se réunira incessamment à Porto-Roso, en Italie.

La tâche essentielle de cette Conférence sera d'assurer, par des conventions économiques, la possibilité, par tous les États sortis du démembrement de l'Empire austro-hongrois, de vivre et de progresser. Doit-on, peut-on aboutir à une sorte de fédération économique? Nul n'oserait, hélas ! l'espérer. L'idée rencontre de vives résistances dans plus d'un pays ; mais il est certain que des accords portant sur quelques points précis sont possibles.

Il se peut que dans les coulisses de cette Conférence, on parle aussi des dangers de restauration monarchique à Vienne ou Budapest. Cette restauration, la Petite-Entente, si nous en croyons les déclarations faites récemment à Rome par M. Bénès, est décidée à l'empêcher par tous les moyens.

IV. — La Hongrie actuelle.

La Hongrie, qui, si nous ne nous abusons, compte encore de sept à huit millions d'habitants, demeure un beau pays, pourvu de grandes ressources agricoles, doté d'un important réseau ferré et assuré par le Traité de Trianon d'un débouché sur l'Adriatique. La Belgique peut nouer avec elle des relations fructueuses. Nos compatriotes y étaient bien accueillis avant la guerre.

Le représentant que nous enverrons bientôt à Budapest saura, sans doute, se rendre compte des ressources naturelles que le pays présente pour nos acheteurs et y assurer un débouché aux produits de nos industries.

V. — Principales clauses du Traité.

Le Traité de Trianon n'a pas encore été, que nous sachions, ratifié par trois grandes puissances alliées ou associées, en même temps que par la Hongrie. C'est quand ces ratifications seront acquises seulement que le Traité entrera en vigueur. Dans les quinze jours qui suivront, des Commissions de délimitation seront constituées pour fixer définitivement sur place le tracé de la ligne frontière. Elles le feront en tenant compte, autant que possible, des limites administratives et des intérêts économiques locaux (art. 29). C'est ainsi que, du côté de la Slovaquie, l'attribution d'un certain nombre de communes reste en litige.

Dans toutes les parties de l'ancienne Hongrie qui ont été rattachées à des États voisins, il reste les minorités magyares, mais, par contre, il subsiste des minorités slovaque ou serbes dans la Hongrie actuelle (moins de 500,000 Magyars qui, d'après M. Bénès, sont plutôt des Slovaques magyarisés, ont été incorporés au territoire de la République tchèque. 300,000 Slovaques au moins constituent des

ilots en pleine Hongrie). Un important chapitre du Traité (la section VI) est consacré à la protection de ces minorités. Les questions de race, de langue, de religion en litige seront tranchées en dernier ressort par le Conseil de la Ligue des Nations. « Nonobstant l'établissement par le Gouvernement hongrois d'une langue officielle, des facultés appropriées seront données aux ressortissants hongrois de langue autre que le hongrois, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux. »

Parmi les autres clauses du Traité qui nous paraissent particulièrement importantes, citons encore : l'article 62, relatif à la question très embrouillée de l'*indigénat*; l'article 72 annulant les dispositions du Traité de Brest-Litowsk; les articles 80 et suivants relatifs aux intérêts hongrois en Égypte, en Chine, au Maroc, au Siam; les articles 103 interdisant le service militaire obligatoire en Hongrie et 104 réduisant le nombre total des forces militaires hongroises à 35,000 hommes recrutés par engagements volontaires; l'article 120 réduisant les forces navales à... trois chaloupes éclaireurs pour la police fluviale sur le Danube; l'article 157 obligeant la Hongrie à livrer aux Puissances alliées et associées « toutes personnes qui, étant accusées d'avoir commis un acte contraire aux lois et coutumes de la guerre, lui seraient désignées nominativement »; les articles 163 et suivants relatifs aux réparations, et les articles 186 et suivants relatifs à l'ancienne Dette publique hongroise non gagée.

VI. — Clauses intéressant la Belgique.

Un article intéresse directement la Belgique. Un membre de la Commission des Affaires étrangères n'a point manqué d'attirer sur lui notre attention. C'est l'article 67. Il est ainsi conçu :

« La Hongrie, reconnaissant que les Traités du 19 avril 1839, qui établissaient avant la guerre le régime de la Belgique, ne correspondent plus aux circonstances actuelles, consent, en ce qui la concerne, à l'abrogation de ces Traités et s'engage dès à présent à reconnaître et à observer toutes conventions, quelles qu'elles soient, que pourront passer les principales Puissances alliées et associées, ou certaines d'entre elles, avec les Gouvernements de Belgique et des Pays-Bas, à l'effet de remplacer les dits Traités de 1839. Si son adhésion formelle à ces conventions ou à quelques-unes de leurs dispositions était reprise, la Hongrie s'engage dès maintenant à la donner. »

Par l'article 68, la Hongrie s'engage semblablement à reconnaître l'abrogation du régime de neutralité luxembourgeoise et le statut futur du Grand-Duché.

Un article 177 du Traité pourrait, nous semble-t-il, retenir un instant l'attention de tous ceux qui souhaitent voir représentés par quelques ouvrages marquants, à notre Musée des Beaux-Arts, les maîtres nés dans nos provinces dont toute la carrière s'est déroulée dans des pays bien éloignés du nôtre. Parmi ces peintres, ces sculpteurs, ces graveurs, que l'Italie confondait sous la dénomination de « *fiamminghi* », il est un authentique Wallon, un grand maître du portrait, né en Hainaut vers l'an 1520 : Nicolas de Neufchâtel, dit Lucidel.

Le Kaiser-Friedrich Museum de Berlin, le Musée des Beaux-Arts de Budapest, la Pinacothèque de Munich, le Musée de Lille, la National Gallery, le Rudolfinum de Prague, le Musée de Zurich, la Galerie de Cassel, le Musée de l'Ermitage possèdent des œuvres remarquables de ce peintre, *qui n'est représenté par aucune toile dans nos collections publiques en Belgique*. Le Musée de Budapest possède quatre portraits de lui. Or, l'article 177 du Traité de Trianon dit ceci :

« En ce qui concerne tous objets ou documents ayant un caractère artistique, archéologique, scientifique ou historique et faisant partie de collections qui appartenaient anciennement au Gouvernement de la monarchie austro-hongroise ou à la Couronne, lorsqu'ils ne font pas l'objet d'autres dispositions du présent Traité, la Hongrie s'engage : a) à négocier avec les États intéressés, lorsqu'elle en sera reprise, un arrangement amiable en vertu duquel toutes parties des dites collections ou tous ceux des objets ou documents ci-dessus visés, qui devraient appartenir au patrimoine intellectuel des dits États, pourront être, à titre de réciprocité, rapatriés dans leur pays d'origine. »

Notre Gouvernement ne pourrait-il, s'appuyant sur cet article, négocier avec le Gouvernement de Budapest, l'échange d'une œuvre de quelque maître abondamment représenté dans nos Musées avec ce magnifique portrait de Hans Pilgrim qui figura en 1911 à l'Exposition d'art wallon de Charleroi?

* * *

Un membre de la Commission des Affaires Étrangères a soulevé l'importante question de la levée du séquestre placé sur les biens appartenant à d'anciens ressortissants hongrois qui, aujourd'hui, en vertu du Traité de Trianon, appartiennent à un autre pays que la Hongrie et sont par exemple sujets tchéco-slovaques, serbes ou roumains. Question très délicate. Il faudra pour la résoudre se reporter à l'article 232 du dit Traité. Cet article dit notamment :

« Ne seront pas considérés, au sens du présent paragraphe, comme ressortissants hongrois, les personnes qui, dans les six mois de la mise en vigueur du présent Traité, établiront qu'elles ont acquis de plein droit, conformément aux dispositions du présent Traité, la nationalité d'une puissance alliée ou associée, y compris celles qui, en vertu de l'article 62, obtiennent cette nationalité avec le consentement des autorités compétentes ou en raison d'un indigénat (*pertinenza*) antérieur. »

Nous attirons à nouveau l'attention du Parlement sur le caractère de complexité extrême que présentait cette question de l'indigénat pour les sujets de l'ancien empire austro-hongrois.

La Commission des Affaires étrangères a décidé, à l'unanimité, moins deux abstentions, d'approuver le Traité. Un membre s'est abstenu parce qu'il n'approuve pas, d'une manière générale, les idées directrices qui ont présidé, à la Conférence de la Paix, à la transformation, au démembrement et au regroupement des pays de l'Europe centrale tels qu'ils ont été réalisés. Il n'est pas sûr qu'on eût pu faire autre chose que ce qu'on a fait. Mais il craint que la ques-

tion d'Orient, que la question balkanique et d'autres restent ouvertes. L'honorable membre, s'inquiétant de voir subsister à nos portes une Allemagne de plus en plus unifiée dont la population pourrait s'accroître encore par l'adjonction de l'Autriche, à son territoire regrette de n'avoir point vu sortir des tractations une Allemagne du Sud, formée de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg et capable de faire contrepoids aux ambitions de la Prusse.

L'autre membre qui s'est abstenu n'a point fait connaître par le détail les motifs de son abstention, se bornant à déclarer qu'ils différaient de ceux que nous venons de résumer et qu'il ne voulait point prendre la responsabilité de certaines modifications territoriales dans l'Europe centrale.

Le Rapporteur,
LOUIS PIÉRARD.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MAART 1921.

Wetsontwerp tot goedkeuring van het Vredesverdrag gesloten te Trianon, den 4^{en} Juni 1920, tusschen de verbonden en geassocieerde Mogendheden, eenerzijds, en Hongarije, anderzijds ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER PIÉCARD.

MIJNE HEEREN,

I. — Inleiding.

Het Vredesverdrag, op 4 Juni 1920 gesloten en een eind stellende aan den staat van oorlog tusschen de geallieerde en geassocieerde Mogendheden, eenerzijds, en Hongarije, anderzijds, draagt de handteekening van twee Belgen : de heeren Jules Van den Heuvel en Rolin-Jacquemyns.

Namens Hongarije hebben geteekend : de heeren Gaston de Bénard, Minister van Arbeid en van Sociale Voorzorg, en Alfred Drasche Lázár de Thorda, gevolmachtigd Minister. Deze beide afgevaardigden van de Regeering van Budapest waren te Trianon voorafgegaan geweest door het hoofd der vroegere Hongaarsche

(1) Wetsontwerp, n^o 16.

(2) De Bijzondere Middenafdeeling bestond : a) uit de *Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken* : de heeren BRUNET, voorzitter, BOUCHERY, BRANQUART, BUISSET, DE SELYS LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, FISCHER, HELLEPUTTE, HUBIN, HUYSMANS, HYMANS, PIÉCARD, RAEMDONCK, RENKIN, ROYERS, SEGERS, STANDAERT, TROCLET, UYTROEYER, VERACHTERT, WINANDY en WOESTE;

b) uit zes leden benoemd door de Afdelingen : de heeren TIBBAUT, ERNEST, VERACHTERT, RAMAEKERS, VAN LIMBURG STIRUM en PIÉCARD.

oppositie, graaf Albert Apponyi. Dit Verdrag behelst niet minder dan 364 artikelen, 185 groote bladzijden druks. 't Is een dorre lezing doch uiterst nuttig voor die het problema der nationaliteiten in Midden-Europa wil bestudeeren.

Men moet de verdragen van Versailles, Trianon, Saint-Germain of Sèvres aandachtig lezen om zich rekenschap te geven van de menigte, van de buitengewone ingewikkeldheid der vraagpunten welke de gevolmachten ter Vredesconferentie hadden op te lossen, daags na een oorlog die, even als de groote geologische rampen, Europa en de wereld tot in hun onderlaag had dooreengeschud.

Tegenover den aanzienlijken arbeid verricht in de Conferentiën die zich, sedert den wapenstilstand, hebben opgevolgd en die, welke nu nog, uit de ondertee-kende overeenkomsten al datgene trachten te halen wat strookt met het onont-beerlijk behoud van den vrede, is men wel verplicht tot het zijne te maken het eenvoudige woord, dat graaf Sforza, geïnterviewd, tijdens de jongste Conferentie van Parijs aan de dagbladschrijvers toewierp : « Vrede aan de menschen die van goeden wil zijn ! »

II. — De verbrokkeling van Oostenrijk-Hongarije.

Het Verdrag van Trianon bekrachtigt thans de vereeniging der Slovenen met de Tsjecken en Moraviërs en de *vrije toetreding* tot de jonge republiek van Praag — wier opbloei vele eeuwen van schande en van smart vergoedt — van 500,000 Ruthenen die de ruimste zelfstandigheid genieten en door de keten der Karpathen gescheiden zijn van de Ruthenen van Oost-Galicië wier statuut nog niet werd vastgesteld.

Het erkent de totstandbrenging van het « Koninkrijk Servië, Croatië en Slovenië » en de vereeniging van Transylvanië aan Rumenië. Hongarije ziet ten slotte af van al de rechten en titels op Fiume en van de aanliggende grondge-bieden waarvan de lotsbestemming eindelijk te Rapallo is geregeld geworden.

Alzoo komt er een einde aan de lange verdrukking van talrijke volkeren door te Weenen en te Budapest gevestigde minderheden, welke verdrukking bekrach-tigd werd in 1867 door de invoering van het *tweeledig* stelsel waarmede de Magyaren al te licht vrede namen, ondanks hun liberalisme van 1848, de geest-drift van een Kossuth en van een Batthyani, de edelmoedige opsprong van eene revolutie welke de jonge Frans-Jozef, nauwelijks op den troon geklommen, in het bloed versmoorde met medehulp der kozakken van den Russischen Czar.

Volgens een pas verschenen statistiek werden er 35,000 Tsjecken, gedurende den oorlog, in Oostenrijk opgesloten of gevangen gehouden; 25,800 werklieden werden in Westfalië, in Servië, in België, in Rumenië, in Zuid-Azië, enz., tot dwangarbeid verplicht; 1,500 Tsjecko-Slovenen werden ter dood gebracht op bevel van de militaire tribunalen of zonder rechtsgeding, 72 dagbladen mochten niet meer verschijnen.

De afkondiging van den wapenstilstand gaf aan 18,000 personen de vrijheid weer.

III. — Hereeniging.

Men heeft gescheiden, men moet hereenigen. Zij die zich het meest verheugen over de uiteenrùkking van den dubbelhoofdigen adelaar, beseffen niet minder de noodzakelijkheid door goede economische schikkingen de *leeftbaarheid* te verzekeren van de onderscheidene Staten welke uit de verbrokkeling van het Keizerrijk zijn ontstaan. Het droevig schouwspel dat, sedert den wapenstilstand, Duitsch-Oostenrijk vertoont, bevestigt vooral deze meening. Overigens, verscheidene bepalingen van het Verdrag van Trianon voorzien economische schikkingen in den aard van die waarvan wij spreken : men denke, b. v. aan artikel 207 (betreffende de steenkolen), aan artikel 208, aan artikel 294 (toegang tot de Adriatische zee), aan artikel 275 (internationalisèering van den Donau).

Eerlang zal eene Conferentie te Porto-Roso, in Italië, bijeenkomen.

De hoofdtak van deze Conferentie moet er in bestaan, door economische overeenkomsten, al de Staten uit de verbrokkeling van het Oostenrijksch-Hongaarsch Keizerrijk ontstaan, toe te laten te leven en té bloeien. Moet men, kan men tot een soort van economisch bondgenootschap geraken? Niemand zou het, eilaas! durven hopen. De gedachte ontmoet hevigen weerstand in meer dan één land; doch het is zeker dat overeenkomsten over sommige welbepaalde punten mogelijk zijn.

Het kan gebeuren dat men achter de schermen van deze Conferentie ook spreke over de gevaren van het herstel der monarchie te Weenen of te Budapest. De Kleine-Entente, zoo wij de verklaringen gelooven onlangs te Rome door den heer Bénès afgelegd, is beslist dit herstel door alle middelen te verijdelen.

IV. — Hedendaagsch Hongarije.

Indien wij ons niet bedriegen, telt Hongarije thans nog zeven tot acht millioen inwoners, blijft het een schoon land, voorzien van een rijk landbouwbedrijf, bedeed met een aanzienlijk spoornet en door het Verdrag van Trianon verzekerd van een uitweg op de Adriatische Zee. België kan met dit land vruchtbare betrekkingen aanknoopen. Vóór den oorlog genoten onze landgenooten aldaar een goed onthaal.

De vertegenwoordiger die wij eerlang naar Budapest zullen zenden, zal zich ongetwijfeld rekenschap geven van de natuurlijke voortbrengingsmiddelen welke het land aan onze koopers aanbiedt en zal aldaar een uitweg verzekeren voor de producten van onze nijverheidsbedrijven.

V. — Voornaamste bepalingen van het Verdrag.

Voor zoover wij weten, werd het Verdrag van Trianon nog niet goedgekeurd door drie groote geallieerde of geassocieerde Mogendheden, terzelfder tijd als door Hongarije. Slechts wanneer deze goedkeuringen zullen verworven zijn, zal

het Verdrag in werking treden. Binnen de vijftien daarop volgende dagen, zullen de Scheidingscommissiën worden opgericht ten einde ter plaatse voor goed de grenslijn vast te stellen. Dit zullen zij doen met, zooveel mogelijk, rekening te houden met de bestuurlijke grenzen en de plaatselijke economische belangen (Art. 29). Alzoo blijft de toewijzing van een zeker aantal gemeenten, van de zijde van Slovenië, in betwisting.

In al de gedeelten van oud Hongarije, welke aan naburige Staten werden gehecht, blijven Magyaarsche minderheden, doch, daarentegen, blijven er Sloveensche of Servische minderheden bestaan in het huidig Hongarije (minder dan 500,000 Magyaren welke, volgens den heer Bénès, eerder gemagyarizeerde Slovenen zijn, werden bij de Tscheksche Republiek ingelijfd. Ten minsten 300,000 Slovenen vormen afzonderlijke eilandjes in 't hart van Hongarije). Een belangrijk hoofdstuk van het Verdrag (de VI^e afdeeling) is gewijd aan de bescherming dezer minoriteiten.

De betwiste vraagpunten van ras, taal, godsdienst worden in hoogsten aanleg uitgemaakt door den Volkenbond.

« Niettegenstaande de invoering door de Hongaarsche Regeering van eene
 » officieele taal, zullen geschikte gemakkelijkheden worden verleend aan de
 » Hongaarsche aanhoorigen wier moedertaal eene andere dan de Hongaarsche
 » taal is, voor het mondeling of schriftelijk gebruik hunner taal, vóór de rechtbanken.

Onder de overige bepalingen van het Verdrag, die ons inzonderheid belangrijk lijken, vermelden wij nog : artikel 62, betreffende de zeer ingewikkelde kwestie van het *inboortingschap*; artikel 72 dat de bepalingen van het Verdrag van Brest-Litowsk te niet doen; de artikelen 80 en volgende inzake de Hongaarsche belangen in Egypte, in China, in Marokko, in Siam; artikel 103 waarbij de verplichte militaire dienst in Hongarije wordt verboden en artikel 104 waarbij de geheele Hongaarsche legermacht op 35.000 man wordt verminderd, door middel van vrijwillige verbintenissen aangeworven; artikel 120 waarbij de zeemacht wordt verminderd tot... verkenningssloepen voor de rivierpolitie op den Donau; artikel 157, waarbij Hongarije verplicht wordt aan de geallieerde en geassocieerde Mogendheden uit te leveren « al de personen die, beschuldigd van daden in strijd met de wetten en gebruiken van den oorlog, aan die Regeering bij name zouden aangeduid worden »; de artikelen 163 en volgende betreffende het herstel, en de artikelen 186 en volgende betreffende de oude niet gewaarborgde openbare schuld.

VI. — Bepalingen welke België aanbelangen.

Een artikel heeft een rechtstreeksch belang voor België. Door een lid der Commissie voor de Buitenlandsche Zaken werd daarop onze aandacht gevestigd. Het geldt artikel 67, luidende :

« Erkennende dat de Verdragen van 19 April 1839, die vóór den oorlog
 » de internationale stelling van België bepaalden, niet meer met de tegenwoor-

» dige omstandigheden overeenkomen, stemt Hongarije, zijnerzijds, er in in toe,
 » dat deze Verdragen afgeschaft worden, en verbindt zich, van nu af, te erkennen
 » en na te komen alle, om het even welke, overeenkomsten, die de voornaamste
 » verbonden en geassocieerde mogendheden, of sommigen onder hen, met de
 » Regeeringen van België of Nederland zullen kunnen aangaan, ten einde in de
 » vervanging van gezegde Verdragen van 1839 te voorzien. Moest zijne uitdruk-
 » kelijke bijtreding tot deze overeenkomsten of tot eenige hunner beschikkingen
 » vereischt worden, zoo verbindt Hongarije zich van nu af deze te zullen
 » verleenen. »

Door artikel 68 verbindt Hongarije zich op dezelfde wijze de afschaffing te erkennen van het Luxemburgsch neutraliteitsstelsel alsmede het toekomstig statuut van het Groot-Hertogdom.

Een artikel 177 van het Verdrag zou, onzes dunks, een oogenblik de aandacht mogen gaande houden van al degenen die wenschen door eenige verdienstelijke werken in ons Muzeüm voor Schoone Kunsten, de meesters vertegenwoordigd te zien, welke in onze provinciën zijn geboren en wier gansche loopbaan zich ontrold heeft in ver verwijderde landen. Onder deze schilders, deze beeldhouwers, deze etsers, welke Italië verwarde onder de benaming van « *fiamminghi* », is er een echte Waal, een groot portretschilder, in Henegouw geboren rond 1520 : Nicolas de Neufchâtel, gezegd Lucidel.

Het Kaiser-Friedrich-Muzeüm van Berlijn, het museüm van schoone kunsten te Budapest, de Pinacothek van Munich, het Muzeüm van Rijsel, de National Gallery, het Rudolfinum van Praag, het Muzeüm van Zurich, de Galerij van Cassel, het Ermitage-Muzeüm bezitten merkwaardige werken van dezen schilder, *die door geen enkel doek in onze openbare verzamelingen in België vertegenwoordigd is*. Het Muzeüm van Budapest bezit vier portretten van hem. Welnu, artikel 177 van het Verdrag van Trianon zegt het volgende :

« Wat betreft al de voorwerpen of stukken van artistieken, oudheidkundigen,
 » wetenschappelijken of geschiedkundigen aard en die deel uitmaken van de ver-
 » zamelingen welke vroeger behoorden tot de Regeering van de Oostenrijksch-
 » Hongaarsche monarchie of aan de Kroon, wanneer zij niet het voorwerp zijn
 » van andere bepalingen van onderhavig Verdrag, verbindt Hongarije zich : a) met
 » de betrokken Staten te onderhandelen, wanneer het daartoe zal aangezocht
 » zijn, om eene overeenkomst in der minne te treffen, krachtens dewelke alle
 » gedeelten van gezegde verzamelingen of al die voorwerpen of stukken hier-
 » boven bedoeld, welke tot het verstandelijk erfgoed van gezegde Staten mochten
 » behooren, bij wijze van wederkeerigheid, in hun land van herkomst kunnen
 » teruggebracht worden. »

Zou onze Regeering, steunende op dit artikel, niet met de Regeering van Budapest kunnen onderhandelen voor de uitwisseling van een of anderen meester, welke in onze Muzea overvloedig is vertegenwoordigd, tegen dit prachtig portret van Hans Pilgrim, dat, in 1911, op de Tentoonstelling der Waalsche Kunst, te Charleroi, prijkte?

Door een der leden van de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken werd de belangwekkende kwestie naar voren gebracht in zake de opheffing van het dwang-beheer gelegd op de goederen behorende aan vroegere Hongaarsche onderhoorigen die, thans, krachtens het Verdrag van Trianon, tot een ander land dan Hongarije behooren en b. v., Tsjecho-Sloveenche, Servische of Roemeensche onderdanen zijn. Dit is een zeer kiesche zaak. Om ze op te lossen, moet men zich beroepen op artikel 232 van gezegd Verdrag.

Dit artikel zegt onder andere :

« Zullen in de opvatting van deze paragraaf, niet beschouwd worden als » Hongaarsche onderhoorigen, de personen die, binnen de zes maanden van » het in werking stellen van dit Verdrag, bewijzen dat zij van rechtswege, » overeenkomstig de bepalingen van onderhavig Verdrag, de nationaliteit van » eene geallieerde of geassocieerde mogendheid hebben verworven, daarbij » begrepen zij die, krachtens artikel 62, deze nationaliteit verwerven niet de » toestemming der bevoegde overheden of uit reden van een vroeger inboorling- » schap (*pertinenza*) ».

Wij vestigen opnieuw de aandacht van het Parlement op de buitengewone ingewikkeldheid welke deze kwestie van het inboorlingschap opleverde voor de onderdanen van het vroeger Oostenrijksch-Hongaarsch Keizerrijk.

De Commissie voor de Buitenlandsche Zaken heeft, met algemeene stemmen, min twee onthoudingen, beslist het Verdrag goed te keuren.

Een der leden onthield zich, omdat hij niet, op een algemeene wijze, de leidende gedachten goedkeurt welke, ter Vredesconferentie, tot grondslag lagen van de hervorming, de verbroekeling en de hergroepeering der landen van Midden-Europa, zooals die werden verwezenlijkt. Hij is er niet zeker van dat men wel anders had kunnen handelen dan men gedaan heeft. Doch hij vreest dat de Oostersche kwestie, dat de Balkaansche kwestie en andere nog open blijven. Het achtbaar lid, dat zich ongerust verklaart, aan onze deuren een meer en meer hereenigd Duitschland te zien voortbestaan, wiens bevolking — dank zij de toevoeging van Oostenrijk aan zijn grondgebied — nog zou kunnen aangroeien, betreurt dat uit de verdragen niet een Zuid-Duitschland is ontstaan, gevormd uit Oostenrijk, Beieren, Wurtemberg en dat in staat zou zijn als tegenwicht te dienen aan de heerschzucht van Pruisen.

Het andere lid, dat zich onthouden heeft, deed de redenen zijner onthouding niet omstandig kennen, en beperkte er zich bij te verklaren, dat zij met die, welke wij hebben samengevat, niet overeenstemmen, en dat hij geenszins de verantwoordelijkheid wilde op zich nemen van zekere territoriale wijzigingen in Midden-Europa.

De Verslaggever,

LOUIS PIÉRARD.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.
